



## **Présentation succincte du projet**

**Titre du projet** : « Ma voix compte 2 », promouvoir la participation citoyenne au Tchad

**Régions concernées** : 14 provinces sont concernées : Batha ; Chari-Baguirmi ; Guéra ; Kanem; Lac; Logone Occidentale; Logone Orientale ; Mandoul ; Mayo Kébi Est; Mayo Kébbi Ouest; Moyen Chari; Ouaddaï; Sila ; Tandjilé.

**Villes ciblées** : 25 villes cibles : Ati, Djedaa, Massénya, Dourbali, Bitkine, Mongo, Mao, Bol, Ngouri, Moundou, Goré, Doba, Koumra, Bedjondo, Bongor, Guelendeng, Pala, Léré, Sarh, Kyabé, Danamadji, Abéché, Goz-Beïda, Laï et Kélo.

**Durée du projet** : 34 mois

**Cibles** : Les jeunes ; les personnes en situation d'handicap ; les femmes ; les Conseillers Municipaux

**Contrat de subvention** : EIDHR/2019/404-883

**Date de signature de la convention** : 16 juillet 2019

### ***1 – 1 Objectif global du projet***

Contribuer à la bonne gouvernance par un dialogue multi-acteurs et une participation citoyenne

### ***1 – 2 Objectifs spécifiques***

OS1 : Organiser les campagnes d'information, de sensibilisation et d'éducation civique électorale aux acteurs locaux et aux publics cibles en vue de promouvoir une participation citoyenne.

OS2 : Renforcer les capacités des acteurs locaux et de la société civile pour le dialogue citoyen, la consolidation de la gouvernance démocratique et de la paix.

### **Résultats attendus**

***R1 : Les acteurs nationaux et les citoyens sont informés, sensibilisés et mobilisés sur leur participation citoyenne à la gouvernance démocratique et locale ;***

***R2 : Les autorités locales, les acteurs politiques et la société civile (les leaders religieux, les organisations des femmes et des jeunes) disposent des espaces de dialogue citoyen sur la gouvernance démocratique ;***

***R3 : Mise en place des observatoires citoyens de la gouvernance ;***

***R4 : Communication, visibilité et évaluation du projet.***

***Présentation succincte du projet : « Ma Voix compte 2 », contrat de subvention EIDHR/2019/404-883***

## Produits par résultat

***R1 : Les acteurs nationaux et les citoyens sont informés, sensibilisés et mobilisés sur leur participation citoyenne à la gouvernance démocratique et locale ;***

Production des supports de communication : guide pédagogique éducation civique-éducation électorale, guide de l'électeur

Organisation des campagnes de communication : théâtres-forums, caravanes culturelles, microprogrammes et magazines, boîtes à images et affiches,

Organisation des campagnes nationales : ateliers de formation des enseignants des établissements, création des écoles de la démocratie, formation des autorités administratives, coutumières, forces de sécurité et OSC sur la gouvernance locale, atelier d'échanges et de formation des femmes leaders sur la participation des femmes dans la gouvernance locale et nationale, formation des agents de médias sur le monitoring électoral.

***R2 : Les autorités locales, les acteurs politiques et la société civile (les leaders religieux, les organisations des femmes et des jeunes) disposent des espaces de dialogue citoyen sur la gouvernance démocratique ;***

Organisation des séances de communication et de plaidoyer : causeries éducatives, foras d'échanges sur l'importance de la participation de la femme rurale dans la gouvernance démocratique, mise en place des cadres de dialogue citoyen sur la gouvernance démocratique et la culture de la paix, cafés politiques, fora inter d'échanges entre acteurs politiques et OSC sur la gouvernance politique au Tchad.

***R3 : Mise en place des observatoires citoyens de la gouvernance ;***

Mise en place des observateurs citoyens de la gouvernance à longue durée : formation des formateurs/facilitateurs des acteurs locaux aux techniques d'observation citoyenne de la gouvernance démocratique, atelier de formation des éducateurs et éducatrices communautaires aux techniques d'observation citoyenne de la gouvernance, atelier de formation en technique de plaidoyer.

Observation des élections : atelier de recadrage des observateurs des élections, déploiement des observateurs.

***R4 : Communication, visibilité et évaluation du projet.***

Conception d'un plan de communication et de visibilité, production des gilets et tee-shirts, voyage d'échanges, ateliers bilans, suivi des observatoires par les responsables de pool, suivi par l'équipe de la coordination du projet.

## Raisons d'être du projet

Les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec handicap représentent le gros lot de l'électorat tchadien mais ne sont souvent pas impliqué dans le processus de prise de décision et ne

comprennent pas l'enjeu de leur participation au processus de la gouvernance locale et démocratique.

Le projet permettra :

- ✗ d'assurer une meilleure compréhension et participation de la population cible à la gouvernance locale dans les collectivités autonomes ;
- ✗ de disposer des cadres de dialogues pour renforcer la cohésion sociale et la gouvernance locale ;
- ✗ de s'approprier les actions collectives de développement à travers les espaces de dialogue pour une citoyenneté assumée ;
- ✗ de contribuer à la bonne gouvernance.
- ✗ d'apporter des idées novatrices permettant aux électeurs de connaître l'utilité de leur vote et le rôle que ce vote peut jouer dans le devenir du pays et de leur localité,

#### **Valeur ajoutée du projet**

La valeur ajoutée du projet :

- ✗ prise en charge spécifique des personnes en situation d'handicap ;
- ✗ mobilisation des femmes rurales,
- ✗ mobilisation des jeunes des villes cibles
- ✗ travail continue de préparation d'une contribution citoyenne aux élections
- ✗ mise en place des observatoires citoyens de la gouvernance à longue durée ;
- ✗ création des écoles de la démocratie ;
- ✗ mise en place de cadres de dialogue citoyen sur la gouvernance démocratique et la culture de la paix.

Il établit le lien entre :

- élections, bonne gouvernance politique, sociale et culturelle ;
- élections et recherche de la paix dans un contexte d'insécurité et d'extrémisme violent

## Présentation du consortium



**La Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH)**, créée le 15 Février 1991, est une Organisation non gouvernementale spécialisée dans la défense des droits humains.

Elle a pour mission de :

- ✓ Défendre et promouvoir les droits de l'Homme contenus dans les instruments juridiques nationaux et internationaux ratifiés par le Tchad ;
- ✓ Contribuer et veiller à l'indépendance de la justice ;
- ✓ Contribuer à la bonne organisation, à la gestion des biens publics et aux actions d'utilité publique au Tchad, en Afrique et dans le monde.

Ses principales activités demeurent la formation en protection et promotion des droits humains, éducation civique et électorale et droits de l'Homme, l'assistance juridique et judiciaire, la dénonciation par le biais des médias, le plaidoyer national et international pour le respect des droits de l'Homme, les conférences débats ou causeries débats ouvertes au grand public, le monitoring des lieux de détention, des procès et des industries extractives, etc.

Elle dispose d'une coordination nationale à N'Djaména composée de trois (3) départements (Administration et finances, affaires juridiques et contentieux, programme). Elle dispose également de cinq (5) coordinations régionales (Mayo Kebbi Ouest, Lac Kanem, Moyen Chari/Salamat ; deux Logones et Tandjilé et Ouaddai/Biltine). Elle dispose également de 70 cellules actives.



## **CSAPR**

Comité de Suivi  
de l'Appel à la Paix  
et à la Réconciliation

**Le Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation (CSAPR)** est membre du consortium, il dispose des capacités de gestion et d'un avantage comparatif dans le dialogue politique. Il conduit depuis 2012, un processus de dialogue entre les acteurs politiques et la société civile pour la consolidation de la paix au Tchad. Ce dialogue a mobilisé plusieurs acteurs et obtenu des résultats importants.

Le CSAPR dispose d'une bonne expérience dans la conduite du dialogue politique entre les acteurs nationaux sur la consolidation de la paix au Tchad. Depuis 2012, le CSAPR a initié un projet de dialogue entre les acteurs politiques et la société civile sur la consolidation de la paix. Ce programme lui a permis de mobiliser les acteurs nationaux, notamment les acteurs politiques, les institutions publiques et les leaders de la société civile autour des différentes activités sur différents sujets dont les questions de gouvernance et du processus électoral. Les expériences réalisées dans la production des connaissances (études sur le processus électoral, sur les partis politiques au Tchad, sur les réformes institutionnelles) pourraient également contribuer dans la mise en œuvre du projet.



La **FIDH** est une organisation non gouvernementale fédérative dont la vocation est d'agir concrètement pour le respect de tous les droits énoncés dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948, les droits civils et politiques comme les droits économiques, sociaux et culturels. Elle est spécialisée dans le domaine de la protection et la promotion de tous les droits énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme. Elle offre un soutien juridique aux défenseurs victimes de violence, fait de lobbying auprès des organisations intergouvernementales et organise de formation juridique pour consolider la société civile et dénoncer les crimes contre l'humanité. Elle est connue pour son rôle dans le plaidoyer international et le monitoring de la presse. Elle intervient dans plusieurs domaines notamment : appui à la démocratisation ; assistance juridique ; droits de la femme ; droits de l'homme ; droits économiques, sociaux et culturels ; libertés publiques, liberté d'expression ; médias ; production et diffusion de documents. Les expériences de la FIDH seront mises en contribution avec les organisations locales, membre du consortium pour l'atteinte des effets attendus du projet.